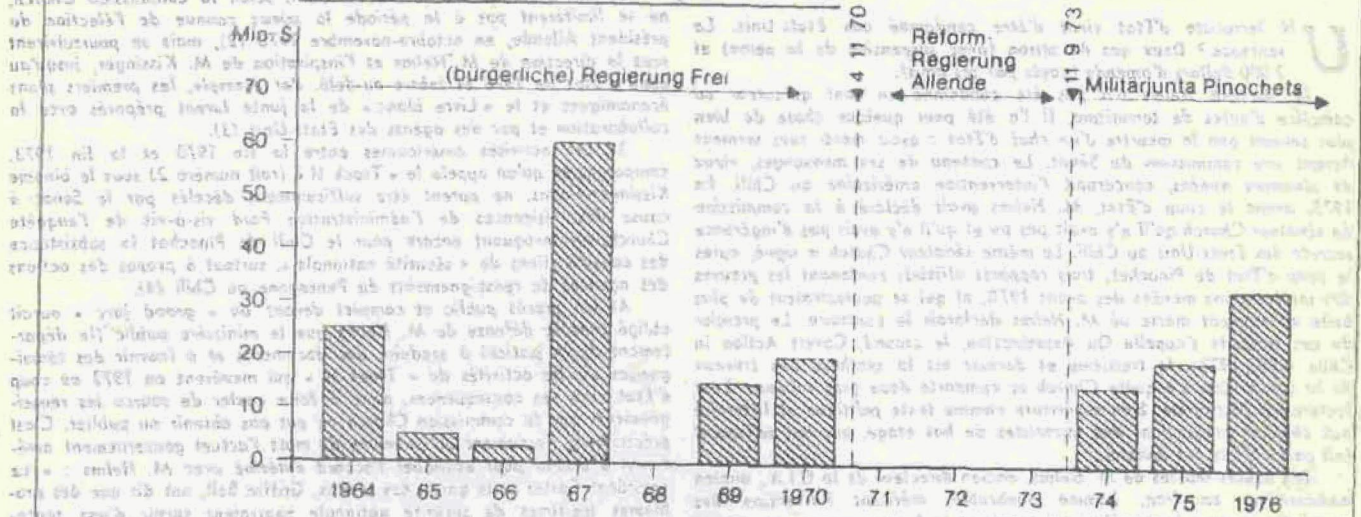
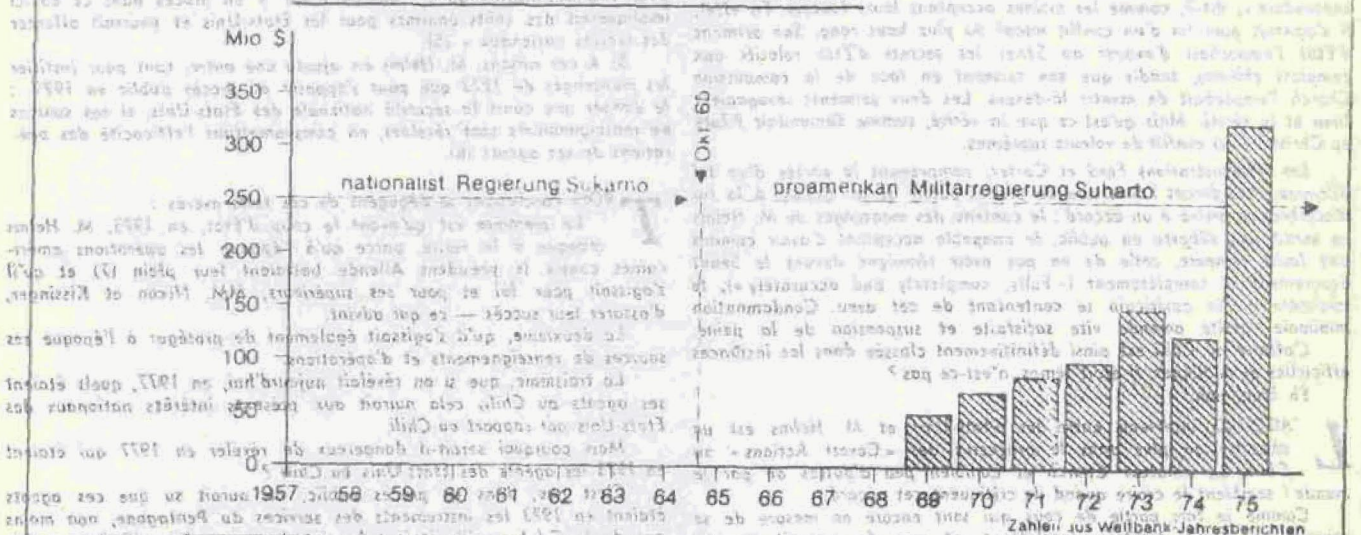


# Die Kredit-„Politik“ der Weltbank

## Weltbank-Darlehenszusage an Chile



## Weltbank/IDA-Darlehen an Indonesien



## Chili : Toujours la répression

**T**ROUVANT que le terme « ouvrier » avait quelque chose de trop péjoratif, le général Augusto Pinochet chef de la Junta militaire chilienne a décidé qu'au Chili ce mot devait désormais disparaître, au profit de « travailleur », plus noble selon lui. Et il a pris la tête de cette importante révolution sémantique devant un groupe de cinq cents « travailleurs » auxquels, par la même occasion, il a annoncé l'arrestation toute récente de plusieurs dirigeants syndicaux, aussitôt assignés à résidence dans le nord désertique du pays. Ces dirigeants — sept — sont accusés d'avoir « fomenté des actes d'indiscipline sur les lieux du travail, incompatibles avec la sécurité ».

Ces faits sont caractéristiques de l'attitude adoptée depuis quelques temps déjà par le gouvernement militaire chilien face aux condamnations de l'opinion internationale, et à l'agitation interne : promesses vagues de libéralisation et

coups de matraque.

C'était déjà ce qui s'était passé avec la trop célèbre Dina — Direction nationale de la sécurité — responsable de milliers d'arrestations, tortures, disparitions et exécutions : elle a simplement changé de nom le 12 août dernier.

De même, sous la pression de la campagne, en faveur des droits de l'homme entreprise par Jimmy Carter, le général Pinochet a été obligé de reconnaître que, dans ce secteur, tout n'était pas pour le mieux mais, disait-il, en septembre « la suspension de certains droits au Chili protège et garantit en fait les droits de l'homme ». Ce qui veut évidemment dire que, pas plus que les Brésiliens, les Chiliens n'entendent renoncer sur les « nécessités » de la doctrine de la sécurité nationale.

De même encore, le général Pinochet a fixé les étapes d'un retour à la démocratie (rue sur un ordre de 1977 à 1980,

in: La Croix, 25/11/1977

transition de 1980 à 1985 et ensuite normalisation) mais d'une démocratie étiquetée « autoritaire, protégée, technique et qui permettra la participation sociale ». Cependant, il maintient l'état de siège (en vigueur depuis le 11 septembre 1973) et la dissolution des partis politiques et n'admet pas qu'on parle d'élections. Récemment ont été arrêtés plusieurs dirigeants démocrates chrétiens qui tenaient une réunion clandestine, ce qui a amené un échange de lettres entre Pinochet et le cardinal Henriquez qui ne cesse de demander le retour à une situation normale.

Evidemment, les militaires chiliens ne sont nullement décidés à abandonner le pouvoir : ils sont les sauveurs de la patrie. Mais leur attitude montre clairement qu'ils doivent tenir compte d'un peuple certes réduit en esclavage et presque affamé, mais toujours présent.

Christian RUDEL